

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du jeudi 10 octobre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 7
Absent(s) : 0
Nombres de votants : 26
Votes pour : 26
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mardi 1 octobre 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0243

Portant prorogation du soutien financier accordé à la commune d'Acoua pour
son projet de construction du plateau sportif couvert d'Acoua

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, , Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,
Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,
Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Nadjayedine SIDI,
Madame Zamimou AHAMADI donne pouvoir à Madame Echati ISSA,
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI,
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Secrétaire de séance désignée :

Madame Bibi CHANFI

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.3121-23 ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations du Conseil départemental données à sa commission permanente ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative au budget primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant le rapport n°2024-2344 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la Commission des Finances et des Affaires Européennes en date du 9 octobre 2024.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** de proroger l'aide financière de **1 969 602,82 €** au bénéfice de la commune d'Acoua pour la construction du plateau sportif couvert d'Acoua ;
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- Article 3 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et son affichage » et sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI



CONVENTION N° 004/CCT/DGA-ATDD/DAUPT/CD

relative à l'attribution de la contrepartie CCT du Conseil départemental à la Commune d'Acoua pour **son projet de construction du gymnase d'Acoua (plateau sportif).**

Entre

Le Conseil départemental de Mayotte, représenté par Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Président du Conseil départemental de Mayotte, dûment habilité à l'effet des présentes, ci-après indifféremment dénommé CDM, d'une part,

et

La Commune d'Acoua, représentée par Monsieur Marib HANAFFI, en sa qualité de Maire, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommée la "Commune d'Acoua", d'autre part,

Est convenu ce qui suit :

Préambule

Envoyé en préfecture le 12/11/2024

Reçu en préfecture le 12/11/2024

Publié le 12/08/2020

ID : 976-229850003-20241112-DL1010240243-DE

ID : 976-229850003-20200724-CV240720004-CC



La loi n°2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer, appelée loi EROM, prévoit la réalisation d'un plan de convergence pour chacune des collectivités territoriales d'outre-mer régies par l'article 73 de la Constitution. Mayotte, département d'outre-mer depuis le 31 mars 2011, est concernée par cette disposition législative.

Le Contrat de convergence et de transformation (CCT) 2019-2022, fruit des objectifs prioritaires pour l'action de l'État au service du développement des territoires ultramarins énoncés dans le Livre bleu pour les Outre-mer et des Assises des Outre-mer, marque une volonté commune de l'Etat, du Conseil départemental de Mayotte et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

Le contrat de convergence et de transformation de Mayotte qui est basé également sur le plan pour l'avenir de Mayotte, est signé le 15 juillet 2019. Il fixe les contributions financières de l'État, du Conseil départemental et des intercommunalités sur la période 2019 – 2022 et vient en remplacement du Contrat de plan Etat-Région (CPER) 2015-2020 qui a pris fin au 31 décembre 2018. La maquette financière qui y est annexée, comporte d'une part, les engagements formels des différents partenaires sur des crédits contractualisés, et d'autre part, des enveloppes prévisionnelles globales sur les différentes actions programmées à Mayotte, dans une rubrique dédiée aux crédits valorisés.

Ce nouveau contrat axé sur un ensemble d'engagements et d'objectifs stratégiques se veut plus pragmatique et partagé entre les acteurs territoriaux et l'Etat pour un développement concerté du territoire pour les quatre prochaines années.

Les projets soutenus en faveur des communes, des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et/ou d'autres opérateurs d'aménagement, d'association voire d'organismes divers peuvent désormais élargir au contrat de convergence et de transformation.

Par ailleurs, en désignant le Conseil départemental comme chef de file de la solidarité territoriale et en élargissant le champ de l'assistance technique (qui existe actuellement dans les domaines de l'eau et de l'assainissement), aux domaines de la voirie, de l'aménagement et de l'habitat, la loi NOTRe positionne la collectivité départementale comme un interlocuteur privilégié dans sa relation avec les autres collectivités en matière d'accompagnement financier, et notamment avec les communes et leurs groupements.

Fort de son engagement en faveur du développement et de l'aménagement de nos territoires, le Conseil départemental de Mayotte, se positionne comme un des partenaires privilégiés de ce dispositif financier. Il vient ainsi confirmer une fois encore son rôle et son soutien indéfectibles à travers l'accompagnement financier qu'il apportera aux autres collectivités de Mayotte.

C'est ainsi que par délibération n°2019.00362-A en date du 15 novembre 2019, le Conseil départemental décide de valider sa contrepartie du CCT en faveur de la Commune d'Acoua pour un montant de 1 969 602,82 € sollicité dans le cadre du projet portant sur la construction du gymnase d'Acoua (plateau sportif).

Cette demande de subvention a été examinée au regard de critères spécifiques tels la cohérence et le bouclage du plan de financement du projet, les délais de sa réalisation, la

Convention portant sur la contrepartie CCT du Conseil départemental à la Commune de Acoua pour son projet de construction du gymnase d'Acoua (plateau sportif).

Envoyé en préfecture le 12/11/2024

Reçu en préfecture le 12/11/2024

Publié en préfecture le 12/08/2020



maîtrise foncière, le respect des exigences et des normes régles
projet par rapport aux enjeux du territoire et aux besoins à satisfai

ID : 976-229850003-20241112-DL1010240243-DE

ID : 976-229850003-20200724-CV240720004-CC

La Direction de l'aménagement, de l'urbanisme et de la planification territoriale du Conseil départemental reste le correspondant et l'interlocuteur unique du bénéficiaire sur toutes les questions liées aux modalités de mise en œuvre de la présente convention et notamment des modalités du paiement, du suivi de celle-ci. Ses coordonnées sont les suivantes :

Direction de l'aménagement, de l'urbanisme et de la planification territoriale
EX-CFA KAWENI
Tél. : 02 69 66 13 11

ARTICLE 1 – Objet

La Commune d'Acoua s'engage à réaliser la prestation suivante : **le projet de construction du gymnase de Acoua (plateau sportif).**

Le détail des actions subventionnées, les objectifs et les moyens à mettre en œuvre sont définis dans le dossier technique et financier examiné par le service instructeur de la Direction de l'aménagement, de l'urbanisme et de la planification territoriale.

Seules les commandes et les factures liées strictement à cette opération seront retenues pour la liquidation de la subvention.

ARTICLE 2 – Plan de financement

Le coût prévisionnel du projet dont le détail figure en annexe est de 3 776 884,02 euros.

Le plan de financement est le suivant :

- Commune d'Acoua : 200 000,00 euros,
- Conseil départemental de Mayotte : 1 969 602,82 euros.

D'autres sources de financement sont prévues dans le cadre de la réalisation de ce projet à hauteur de 1 607 281, 20 euros.

Cette subvention attribuée à la Commune d'Acoua est imputée sur le chapitre 204 du budget du Conseil départemental :

- Compte : 204141
- Programme 080810
- Fonction : 71

ARTICLE 3 – Durée et modalités d'exécution

La durée de réalisation de l'opération ne doit pas excéder deux ans à compter de la date de signature de la présente convention.

A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage a trois mois pour demander le solde de l'opération. A défaut, la subvention sera clôturée et le maître d'ouvrage sera alors tenu de reverser l'intégralité d'un trop-perçu éventuel au Conseil départemental de Mayotte.

L'opération devra être entièrement réalisée au plus tard trois ans à compter de la date de la délibération du Conseil départemental ci-dessus mentionnée aussi les dépenses relatives à l'opération sont éligible à compter de la date de la délibération attribuant la subvention au bénéficiaires.

Le non-respect des dispositions relatives au démarrage des travaux entraînera automatiquement l'annulation de la subvention. Le non-respect des dispositions relatives à l'achèvement des travaux entraîne automatiquement l'annulation des fractions de subventions non soldées.

Une prorogation du délai de validité pourra être accordée par délibération du Conseil départemental si des circonstances indépendantes de la volonté du maître d'ouvrage le justifient.

Convention portant sur la contrepartie CCT du Conseil départemental à la Commune de Acoua pour **son projet de construction du gymnase d'Acoua (plateau sportif).**

Enfin, si, à l'expiration d'un délai d'un an, et à compter de la date citée, l'opération visée à l'article 1 n'a connu aucun commencement du soutien financier du Département affecté à l'opération citée supra sera constatée.

ARTICLE 4 – Modalités de paiement

La Commune de Acoua s'engage à informer officiellement le Conseil départemental de toutes les aides ou subventions qu'elle obtiendrait par la suite pour la réalisation de cette opération. Ces aides ou subventions seront alors intégrées dans le plan de financement et la subvention pourrait alors être réajustée.

Le versement de la subvention se fera sur présentation d'un dossier de demande par la Commune d'Acoua et selon les modalités suivantes :

- ❖ **Le Conseil départemental s'engage à verser à la Commune d'Acoua un acompte de 30% du montant total de la subvention octroyée après la signature de la première convention.**

Ce paiement est effectué sur présentation :

- d'une demande précisant sa nature (objet, montant, etc.),
- d'un justificatif de démarrage des prestations (ordre de service accompagné de lettre de commande ou notification de marché),
- de la signalétique, (panneaux, documents, publicités, etc.) relative au projet en y faisant notamment figurer le montant de la participation et du logo du Conseil départemental.

Le reste de l'enveloppe financière sera versée selon les critères suivants :

- ❖ **Une part de 40% de la subvention sera payée par le Conseil départemental dès que les travaux d'exécution auront atteint 70% des dépenses totales du projet.**

La Commune d'Acoua devra fournir :

- une demande précisant sa nature (objet, N° d'acompte, montant, etc.),
- un rapport d'exécution intermédiaire présentant l'état de réalisation physique et financier de l'opération,
- un tableau récapitulatif de toutes les dépenses payées relatives à l'opération, signé par le Maire de la Commune et par le Trésorier Municipal,
- une copie de chaque facture, ou état d'acompte pour les marchés.

- ❖ **Le solde de 30% sera payé une fois les travaux terminés.**

La Commune d'Acoua aura donc à fournir :

- une demande précisant sa nature (objet, n° d'acompte, montant, etc.),
- une attestation d'achèvement de l'opération signée par le Maire de la Commune de Acoua,
- un rapport final d'exécution présentant l'état final de réalisation de l'opération,
- un bilan des dépenses et des recettes réelles,
- un tableau récapitulatif de toutes les dépenses payées relatives à l'opération, signé par le Maire de la Commune d'Acoua et par le Trésorier Municipal,
- une copie de chaque facture, ou état d'acompte pour les marchés,
- le PV de réception des travaux,

Convention portant sur la contrepartie CCT du Conseil départemental à la Commune de Acoua pour son projet de construction du gymnase d'Acoua (plateau sportif).

- l'attestation d'achèvement des travaux et l'attestation de la réalisation des travaux pour une période d'un an pour justifier le versement de la subvention.
- les rapports des prestations réalisées.

La Commune d'Acoua s'engage à fournir tout autre document (dossier, marché, etc.) que la Direction de l'aménagement de l'urbanisme et de la planification territoriale du Conseil départemental serait amené à solliciter dans l'instruction des différentes demandes de versement de la subvention.

Le paiement de la subvention sera proposé par le service pilote dès lors qu'il aura validé la demande correspondante et sous réserve de la disponibilité des crédits.

La subvention sera versée sur le compte de la Commune d'Acoua ouvert auprès de la Trésorerie Municipale de Mayotte et dont la référence est la suivante :

RIB : 30001 00064 4D030000000 09
IBAN : FR42 3000 1000 644D 0300 0000 009
BIC : BDFEFRPPCCT

ARTICLE 5 – Suivi

La Commune d'Acoua s'engage à informer régulièrement le Conseil départemental (la Direction de l'aménagement de l'urbanisme et de la planification territoriale) de l'avancée du projet. Elle s'engage, en particulier, à soumettre pour avis, le(s) cahier(s) des charges avant toute consultation pour le choix du (des) prestataire(s).

ARTICLE 6 – Contrôle

La Commune d'Acoua s'engage à se soumettre à tous contrôles technique, administratif et financier, sur pièces sur place, y compris au sein de sa comptabilité, sollicités par la Direction de l'aménagement de l'urbanisme et de la planification territoriale (DAUPT), par toute autorité commissionnée, par le Président du Conseil départemental, ou par les corps d'inspection et de contrôles nationaux ou communautaires.

Elle s'engage à présenter tout document que les agents du contrôle seraient amenés à solliciter et notamment les pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses.

La Commune d'Acoua s'engage enfin à conserver les pièces du projet dans un dossier unique contenant tous les originaux.

ARTICLE 7 – Reversement et résiliation

En cas de non-respect par la Commune d'Acoua de la présente convention et en particulier de la non-réalisation complète du projet, de la modification du plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable du Président du Conseil départemental, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou du refus de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil départemental de Mayotte décidera de mettre fin à la convention et exigera le reversement partiel ou total des sommes déjà versées.

La Commune d'Acoua s'engage à demander officiellement la résiliation de la convention dans le cas où le projet serait abandonné. Le cas échéant, le reversement des sommes déjà versées sera exigé.

Elle s'engage, le cas échéant, à procéder au paiement des sommes dues dans le mois qui suit la réception de tout titre de perception pour reversement.

Convention portant sur la contrepartie CCT du Conseil départemental à la Commune de Acoua pour son projet de construction du gymnase d'Acoua (plateau sportif).

Dans le cas où, dans les 10 ans suivant la réalisation du projet, une modification importante affectant sa nature ou ses conditions de mise en œuvre ou procurant un avantage indu à la Commune d'Acoua ou à un tiers et résultant, soit d'un changement d'affectation sans autorisation, soit d'un changement dans la propriété de l'objet de la subvention, le Président du Conseil départemental exigera le reversement partiel ou total des sommes versées.

ARTICLE 8 – Signalétique

La Commune d'Acoua s'engage enfin à mentionner le concours financier des partenaires institutionnels (Conseil départemental, Etat et/ou Europe, etc.) sur toute la signalétique, (panneaux, documents, publicités, etc.) relative au projet en y faisant notamment figurer le montant de la participation et des logos de chacun.

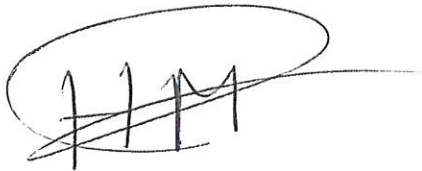
L'ensemble des documents transmis par les prestataires (programme, étude de conception et de réalisation, etc.) devra faire **IMPERATIVEMENT** apparaître le logo ainsi que le nom du Conseil départemental de Mayotte.

ARTICLE 9 – Litiges

Les litiges survenant dans l'application de la présente convention pourront être portés par la Commune d'Acoua sous forme de recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental ou devant la juridiction compétente qui est le Tribunal Administratif de Mamoudzou.

Mamoudzou le 24 JUL 2020

Le Maire de la Commune d'Acoua



Marib HANAFFI



Le Président du Conseil départemental
de Mayotte



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

Envoyé en préfecture le 12/11/2024

Reçu en préfecture le 12/11/2024

Publié le 26/11/2019

ID : 976-229850003-20241112-DL1010240243-DE

ID : 976-229850003-20191115-DL15111900362A-DE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du vendredi 15
novembre 2019

Membres en exercice : 26
Présents : 17
Procurations : 2
Absents : 7
Nombre de votants : 19
Votes pour : 19
Votes contre : 0
Abstentions : 0
Dates de la convocation : Jeudi 31
Octobre 2019

DELIBERATION N°2019.00362-A

**relative à la participation du Conseil départemental au projet retenu dans le cadre du 2ème
comité de programmation du contrat de convergence en date du 15 octobre 2019 pour la
Commune de Acoua.**

L'an deux mille dix neuf, le 15 novembre, à 10 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission permanente, sur convocation du Président du Conseil départemental Soibahadine IBRAHIM RAMADANI et sous la présidence du 2ème vice-président Issoufi AHAMADA. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

M. Issoufi AHAMADA, M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Ahamed Attoumani DOUCHINA, M. Issa ISSA ABDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, M. Ben Issa OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatia RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI, Mme Toyfria ANASSI, Mme Mariame SAID, Mme Armamie ABDOUL WASSION,

Conseillers départementaux représentés :

M. Ben Youssef CHIHABOUDINE donne pouvoir à M. Ahamed Attoumani DOUCHINA,
Mme Sohirat EL HADAD donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :

M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (absent excusé), Mme Raïssa ANDHUM, Mme Insa DAOUDOU, Mme Afidati MKADARA, M. Nomani OUSSENI, Mme Fatima SOUFFOU, M Aynoudine SALIME,

Secrétaire de séance désignée :

Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte,
- Vu** la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente,
- Vu** la délibération n°2019.00078 du 09 avril 2019 relative à l'adoption du Budget Primitif 2019 du Conseil départemental de Mayotte,

Considérant le rapport n°2019.CP-004230 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la commission aménagement et développement durable en date du 14/11/2019

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

le Conseil départemental,

DECIDE

Article 1 : de valider la participation financière du Conseil départemental aux projets ci-après présentés par la **Commune de Acoua** selon le tableau ci-après :

Contrat de convergence et de transformation
Nouveau projet retenu dans le cadre du 2ème comité de programmation du 15 octobre
2019 pour la Commune d'Acoua

Porteur du projet	Intitulé du projet	Montant sollicité	Bénéficiaire	Plan de financement									Coût total du projet
				Part % bénéficiaire	CD	Part % CD	Etat	Part % Etat	Europe	Part % Europe	Autres	Part % Autres	
Commune d'ACOUA	Construction du gymnase d'Acoua (plateau sportif)	1 969 602,82 €	200 000,00 €		1 969 602,82 €						1 607 281,20 €		3 776 884,02 €
	Sous-Total				1 969 602,82 €								
	TOTAL	1 969 602,82 €	200 000,00 €		1 969 602,82 €						1 607 281,20 €		3 776 884,02 €

Article 2 : de valider la participation financière du Département à hauteur de **1 969 602,82 euros** répartie selon le tableau présenté ci-dessus.

Article 3 : d'autoriser le président du Conseil départemental à signer les différentes conventions y afférant, sous condition de l'état d'avancement des projets, notamment la production des études techniques : de l'AVP au DCE.

Article 4 : de préciser que le non démarrage des travaux dans un délai d'un an à partir de la présente délibération rendra caduc le soutien financier affecté aux opérations sus visées.

Article 5 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

**Contrat de convergence et de transformation
Nouveaux projets retenus dans le cadre du 2ème comité de programmation du 15
octobre 2019**

Porteur du projet	Intitulé du projet	Montant sollicité	Bénéficiaire	Plan de financement							Part % Autres	Part % Europe	Coût total du projet
				Part % bénéficiaire	CD	Part % CD	Etat	Part % Etat	Europe	Part % Europe			
Commune de ACOUA	Construction du gymnase d'Acoua (Matériau sportif)	1 969 602,62 €	200 000,00 €		1 969 602,62 €						1 607 281,20 €		3 776 884,02 €
	<i>Sous-Total</i>				1 969 602,62 €								3 776 884,02 €
	Rénovation terrain de football de l'ont Piscine lagunaire Travaux du schéma directeur d'éclairage de la commune	480 000,00 € 391 400,00 € 120 000,00 €	36 626,00 € 33 239,30 €		480 000,00 € 195 700,00 € 60 000,00 €		390 000,00 € 60 000,00 €				98 400,00 € 160 474,00 € 670 624,70 €		600 000,00 € 978 500,00 € 823 864,00 €
Commune de DEMBENI	<i>Sous-Total</i>				735 700,00 €								2 402 364,00 €
	Beaching à Hambo et MTSAMBORO	304 188,00 €	13 688,00 €		150 000,00 €		150 000,00 €				62 358,70 €		380 236,00 €
	<i>Sous-Total</i>				150 000,00 €								380 236,00 €
Communauté de communes de la Petite Terre	Eclairage public photovoltaïque	74 978,00 €	17 994,00 €		74 978,00 €						81 976,08 €		499 854,00 €
	Valorisation des déchets verts par le broyage	7 380,00 €	3 406,20 €		7 380,00 €		30 345,00 €				8 068,80 €		49 200,00 €
	<i>Sous-Total</i>				82 358,00 €								549 054,00 €
Communauté de communes du Sud	Abattoir bovin Malamani - Bâtiment - génie civil	1 825 800,00 €	58 119,26 €		250 000,00 €		580 000,00 €				369 415,74 €		2 252 535,00 €
	<i>Sous-Total</i>				250 000,00 €								2 252 535,00 €
	Club house (paiement associé DAAF)	15 499,07 €			15 499,07 €						59 111,08 €		360 433,40 €
Commune de BOUENI	<i>Sous-Total</i>				15 499,07 €								360 433,40 €
	CARIBUS première phase opérationnelle du transport collectif	13 539 432,00 €	8 652 968,00 €		5 000 000,00 €		8 539 432,00 €		2 000 000,00 €		18 707 600,00 €		40 900 000,00 €
	<i>Sous-Total</i>				5 000 000,00 €								
Commune de SADA	Travaux de remise aux normes du terrain de football de Magajou	801 290,04 €	502 822,60 €		801 290,00 €		1 210 000,00 €						2 511
	<i>Sous-Total</i>				801 290,00 €								2 511
	Construction technopole de Dembeni	3 600 000,00 €	3 699 394,00 €		2 600 000,00 €		1 000 000,00 €		5 103 000,00 €		732 000,00 €		13 13
Chambre du Commerce et d'Industrie (CCI)	<i>Sous-Total</i>				2 600 000,00 €								13 13
	Extension des capacités de stockage	250 137,16 €	83 653,38 €		250 137,16 €								833
	<i>Sous-Total</i>				250 137,16 €								833
EKWALI Nutrition animale	<i>Sous-Total</i>				11 854 587,05 €		11 959 777,00 €				20 950 029,08 €		71 48
	TOTAL				11 854 587,05 €		11 959 777,00 €				20 950 029,08 €		71 48

Envoyé en préfecture le 12/11/2024
Reçu en préfecture le 12/11/2024
Publié le 26/11/2019
ID : 976-229850003-20241112-DL1010240243-DE
ID : 976-229850003-20191115-DL15111900362A-DE

